

الشركات والحكومات في القرن الثامن عشر في مدينة نانسي : دراسة

مؤسسية وقضائية

فهرس رسالة دكتوراه

TABLE DES MATIERES

PREMIERE PARTIE I : L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE ET PROFESSIONNELLE DES CORPS DE METIERS	17
TITRE I : L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE	17
CHAPITRE I. LA DIRECTION ET L'ADMINISTRATION DU METIER.....	17
Section I : le principe de l'élection.....	18
Sous-section I : l'élection de l'organe représentatif et exécutif du métier	18
§I. La composition de l'organe exécutif.....	18
§II. L'électorat.....	20
Sous-section II : Les modalités d'élection et le mandat.....	23
§I. La procédure électorale	23
A.Le déroulement de l'élection.....	23
B.La prestation de serment.....	25
1.Le contenu de la prestation de serment	25
2.L'acquiescement du droit de royauté	28
§II. La durée du mandat et les fonctions	29
Section II : Les incidents électoraux	33
Sous-section I : Les incidents constatés au cours de la procédure électorale	33
§I. Le refus de participer au vote.....	33
Le refus motivé par le vide juridique laissé par l'édit de mai 1779.....	33
Le refus motivé par le contexte politique de l'année 1789	33
§II. Les incapacités d'exercice et le refus d'honorer la charge.....	36
Sous-section II : Le contentieux électoral	38
§I. La fraude électorale.....	38
§II. L'annulation d'élection et les injures.....	39
CHAPITRE II : LES ATTRIBUTIONS JURIDIQUES DES METIERS	42
Section I : La personnalité morale des corps de métiers	42
Sous-section I : l'assemblée du métier : organe délibérant de la personne morale	42
§I. La tenue des assemblées	43
A.La convocation aux assemblées et l'obligation de présence	43
1.La convocation aux assemblées	43
2.L'obligation de présence	44
B. La forme et le déroulement des assemblées	46
1.La forme des assemblées.....	47

2.Le déroulement des assemblées	47
§II. Le contenu des délibérations	50
A. les délibérations à caractère professionnel	51
B. Les délibérations à caractère extra professionnel	55
C. La force obligatoire des délibérations	56
Sous-section II : les attributions juridiques des corps de métiers	56
§I. La capacité de contracter	57
A.Les baux locatifs.....	57
B.Les contrats de prêt.....	59
1.Les différents types de contrats de prêt et leurs conditions de validité.....	59
a.Le prêt d'argent et le contrat de constitution de rente perpétuelle	59
b.Les conditions de validité.....	61
2.Les effets des contrats	63
§II. La capacité d'ester en justice	66
Section II: Le patrimoine des corps de métiers	67
Sous section I : Le patrimoine et la gestion des comptes du métier.....	68
§I. Un patrimoine essentiellement mobilier	68
A.La tenue des comptes du corps.....	68
B.Etat comptable des corps de métiers.....	71
§II. La reddition des comptes.....	74
A.L'obligation de rendre compte de la gestion	74
B.Un contrôle a posteriori	77
Sous section II : Les effets de la gestion.....	79
§I. La responsabilité du maître du métier, gestionnaire de la corporation	79
A .Les responsabilités a priori et a posteriori.....	79
B.Les abus et les actes « hors norme » de gestion	82
§II. Les répercussions sur les maîtres du corps	84
TITRE II : L'ORGANISATION PROFESSIONNELLE DES METIERS	86
CHAPITRE I : LES APPRENTIS ET LES COMPAGNONS	86
Section I : L'apprentissage	86
Sous-section I : La conclusion du traité ou brevet d'apprentissage	86
§I. Les conditions de validité	87
A.Les conditions de fond	87
1.La qualité de maître et la capacité de contracter	87

2.Capacité de l'apprenti.....	90
B.Les conditions de forme	92
1.Nécessité d'un écrit	92
2.Enregistrement du brevet	93
a.Le principe de l'enregistrement.....	93
b.La procédure d'enregistrement.....	95
3.La validité des conventions verbales.....	97
§II. La durée du brevet d'apprentissage	99
A.Une durée en principe, fixée par les chartes.....	99
B.Les aménagements du temps d'apprentissage	100
Sous-section II : L'exécution et la cessation du traité ou brevet d'apprentissage.....	102
§ I. L'exécution du traité d'apprentissage	102
A.Les obligations du maître d'apprentissage	103
B.Les obligations de l'apprenti et de son représentant légal.....	106
§ II. La cessation du contrat	109
A.La cessation à l'échéance normale du terme	109
B.La fin anticipée du contrat	111
1.La fin anticipée du contrat pour cause légitime	111
2.La résiliation du brevet d'apprentissage.....	112
a.Régime de la résiliation	113
b.Modalités d'exercice	114
Section II : Les compagnons (garçons et ouvriers).....	116
Sous-section I : Le statut professionnel du compagnon dans les corporations	117
§ I. La précarité du statut.....	117
Les compagnonnages et le compagnon.....	117
Un statut professionnel précaire	118
§ II. Les conséquences de la précarité : les chambrelans	120
Sous-section II : la mise au pas légale des compagnons	122
§ I. Les modalités de placement des compagnons	123
A.Les obligations des parties quant au droit de placement	123
1.Les obligations du maître	123
Les règles de placement des compagnons.....	123
La rémunération du travail	131
2.Les obligations du compagnon.....	132

B.La sortie de place du compagnon	133
§ II. L'interdiction de s'assembler	135
CHAPITRE II : L'ACCES À LA MAÎTRISE	141
Section I : La procédure de réception.....	141
Sous-section I : L'admission au chef d'œuvre	141
§ I : L'examen des conditions préalables	141
A.Les conditions d'ordre « professionnel »	142
B.Les conditions d'ordre moral.....	146
1.L'aspirant doit être de religion catholique, apostolique et romaine	146
2.L'aspirant doit être de bonne vie et de bonnes mœurs.....	150
3.Les conditions d'âge et de finance	152
§ II : L'épreuve du chef d'œuvre.....	155
A.Les modalités d'exécution du chef d'œuvre.....	155
B.Le cas particulier des épreuves pratiques et théoriques.....	160
C.Dispense et appréciation du chef d'œuvre.....	162
1.Les dispenses de chef d'œuvre	163
2.Appréciation du chef d'œuvre.....	167
Sous-section II : La sanction du chef d'œuvre	170
§ I : le paiement du droit de han et la prestation de serment.....	170
A.Le droit de han.....	170
B.La prestation de serment.....	176
C.L'obligation, après 1779, d'enregistrer les lettres de maîtrises ou d'agrégation : le strict contrôle des autorités corporatives sur la qualité d'agrégé ou de maître.	180
§II. Le cas particuliers des fils, filles et veuves de maître.....	187
A.Les fils de maître	187
B.Les veuves et filles de maîtres	188
C.Le travail au féminin et les corporations	194
Section II : les cas particuliers d'accès à la maîtrise et d'exercice de la profession	200
Sous-section I : l'obtention de brevet et les maîtrises érigées en office.....	200
§ I. Les brevets de maîtrise.....	200
§ II. Les lettres de provision d'office	202
-La cession d'office à titre onéreux.....	204
-La location d'office.....	208
Sous-section II : les concours, adjudications et quotas de réception	212

§ I. Les concours et adjudications	212
-les concours.....	212
-les adjudications.....	214
§ II. Les quotas de réception	216
-Les quotas imposés statutairement.....	216
-Les quotas pris sur décision royale.....	219
SECONDE PARTIE : CORPS DE METIERS ET POUVOIRS PUBLICS : POLICE ET	
CONTENTIEUX.....	220
TITRE I : UNE EXISTENCE JURIDIQUE SUBORDONNEE AUX POUVOIRS	
PUBLICS.....	221
CHAPITRE I : DE LA CONFRERIE A LA MAITRISE, L'OCTROI D'UNE CHARTE ...	222
Section I : L'existence d'une confrérie	222
Sous-section I : La création de la confrérie.....	222
§ I. Origine de la confrérie	222
§ II. But de la confrérie	224
Sous-section II : Les obligations des confrères	226
§ I. Les obligations spirituelles et morales.....	227
§ II. Les obligations pécuniaires : les frais de confrérie.....	230
Section II : L'octroi de charte	232
Sous-section I : Charte et volonté souveraine	232
§ I. La demande d'érection en maîtrise	232
Les demandes initiales	233
L'érection en maîtrise par scission de corporations	236
-l'accord amiable de séparation de hans.....	236
-Les scissions sur requête.....	237
Les scissions sur initiative ducale ou royale	239
§ II. L'octroi de statuts après l'édit de mai 1779	240
Sous-section II : le contrôle des statuts par l'autorité ducale ou royale.....	243
§ I. La confirmation de charte	244
§ II. L'interprétation de charte et les demandes additionnelles.....	246
CHAPITRE II : LA CONFRONTATION ENTRE LA POLITIQUE COMMERCIALE	
DES POUVOIRS PUBLICS ET LES CORPORATIONS	253
Section I : Les mesures encadrant l'activité commerciale	253
Sous-section I : les mesures de police administrative	253

§ I. La police des foires et marchés	254
A.La police des foires.....	254
-l'encadrement de l'activité marchande sur les foires.....	256
-le maintien de l'ordre.....	257
B.La police des marchés et des halles	258
1.L'organisation des marchés.....	258
2.Le maintien de l'ordre professionnel	262
§ II. La police des subsistances	264
A.La réglementation sur le prix des denrées de première nécessité.....	264
B.Les mesures liées à leur approvisionnement	268
1.La police des grains.....	269
2.Les mesures en temps de crise	273
Sous-section II : les mesures fiscales taxant l'activité commerciale.....	279
§ I. La fiscalité directe.....	279
A.Les droits d'entrée des marchandises	280
1.Les octrois	280
2.La cafouse	284
B.Le droit de place, d'étal ou de halle.....	289
C.Les gabelles	292
-La gabelle des bouchers, droit du pied fourché et droit des lards et marées.....	292
-La gabelle des tanneurs : le droit sur les cuirs et les peaux	295
§ II. Le vingtième d'industrie.....	299
Section II : Les mesures heurtant le corporatisme	303
Sous-section I : Du Duc Léopold au Roi Stanislas	304
§ I. Le libéralisme du duc Léopold	304
§ II. La francisation du duché.....	308
Sous-section II. Le sort des corporations de Turgot au décret D'Allarde.....	310
§ I. La suppression et la création des communautés	310
§ II. La mise à mort Légale : le décret d'Allard (et la loi Le Chapelier).....	317
TITRE II : LE CONTENTIEUX CORPORATIF	322
CHAPITRE I : LA MISE EN OEUVRE DU DROIT PROFESSIONNEL.....	322
Section I : Le contrôle technique et qualitatif de la profession.....	322
Sous-section I : Le pouvoir de visite sur les membres de la corporation.....	323
§I : L'organe matériellement compétent	323

§ II : La rémunération des visites	326
A. Le principe d'une rémunération	326
B. Les incidents liés à la perception du droit de rémunération	326
§ III. Les compétences matérielles et territoriales du droit de visite.....	333
A. Définition et compétence matérielle.....	333
B. Etendue du droit de visite	336
Sous-section II : La surveillance particulière des boucheries et des boulangeries.....	338
§ I. La police des boulangeries : la recherche d'un pain de qualité	339
§ II. La police des boucheries.....	343
Le contrôle vétérinaire	344
Le contrôle commercial.....	345
Section II : La justice professionnelle	347
Sous-section I : Le pouvoir de saisie sur les membres de la corporation.....	348
§I. La procédure de saisie.....	348
§ II. L'analyse des saisies.....	351
§ III. La traçabilité des produits	354
A. La traçabilité dans l'artisanat	354
B. La traçabilité dans l'industrie	357
Sous-section II : le règlement professionnel des conflits	360
§ I. Organisation et compétence.....	360
A. Principe.....	360
B. Evolution du pouvoir judiciaire	363
§ II. Procédure et sanctions	364
CHAPITRE II : LA SANCTION DU DROIT PROFESSIONNEL : L'ORGANISATION	
DE LA JUSTICE	366
Section I : Les instances compétentes	366
Sous-section I : Les juridictions de l'ordre judiciaire	366
§I. Le Conseil de ville et le lieutenant général de police	366
§II. La prévôté, le bailliage, puis le siège présidial.....	369
§III. La Cour souveraine de Lorraine et Barrois puis le Parlement de Nancy	371
A. Bref historique : la création de la Cour souveraine de Lorraine et Barrois.....	374
B. La Cour souveraine au XVIIIe siècle	374
1. Organisation et compétence d'attribution	374
a. Organisation de la Cour souveraine.....	374

b. Les attributions juridiques de la Cour souveraine à l'égard des corps de métiers	377
2.La chambre de consultations	380
§IV. La juridiction consulaire : une juridiction d'exception	383
A.Le « débat » sur la création de la juridiction consulaire en Lorraine	383
B.L'organisation de la juridiction consulaire	386
1.La désignation des juges consuls	386
2.La désignation des auxiliaires de la justice	392
C.La compétence de la juridiction consulaire	395
1.La compétence rationae materiae	395
2.Les conflits de compétence	398
3.La remise en cause de la compétence rationae loci.....	400
D.Procédure et voies de recours	403
Sous-section II : les juridictions de l'ordre administratif.....	405
§I. La Chambre des comptes, cour des aides et des monnaies de Lorraine	405
§ II. Conseil des finances puis Conseil royal des finances et commerce	409
§ III. Conseil d'État de Lorraine et Conseil d'État du roi	414
Section II : L'action en justice	418
Sous-section I : la procédure judiciaire	418
§ I. Les Conditions de mise en œuvre	418
§ II. Le déroulement de l'instance.....	422
A.La procédure contradictoire.....	423
B.Les « incidents » de procédure	424
La péremption d'instance	426
Les renvois	426
La procédure par défaut.....	427
Les productions nouvelles	428
§ III. L'administration de la preuve.....	429
Sous-section II : les conflits de compétence	431
CONCLUSION	435
TABLE DES ANNEXES.....	439
ANNEXES	440
GLOSSAIRE.....	510
SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE	513
	545